



Synthèse officielle - Mars 2019

Principaux enseignements :

Une démocratie plus participative pour résoudre la défiance vis-à-vis de l'État et de ses dirigeants

Une forte volonté de faire de la transition écologique la priorité nationale

Une attente de plus de justice sociale et de solidarité

Introduction

Afin de permettre au plus grand nombre de Français de contribuer au grand débat national, l'association Entendre La France a mis en place, entre le 17 janvier et le 17 mars 2019, une application permettant de répondre à des questions via Facebook Messenger sous la forme d'une discussion automatisée disponible à l'adresse <https://m.me/entendrelafrance>. Ce chatbot contient 50 questions, 36 questions "QCM" et 14 questions "libres", organisées autour des quatre thèmes du grand débat et d'un cinquième thème appelé "Contributions libres".

Plus de 16 000 participants venant de 100% des départements français ont apporté 356 000 réponses, avec les participations les plus fortes à Paris, en Haute-Garonne et en Gironde. Les répondants sont à 61% des hommes et à 39% des femmes. Ils sont jeunes : 63% d'entre eux ont entre 18 et 25 ans, 82% entre 18 et 35 ans. 41% sont étudiants et 67% ont fait (ou font encore) des études supérieures. Ils sont 11% à déclarer participer activement au mouvement des Gilets Jaunes et 45% à le soutenir.

Dans une démarche d'Open Data, vous trouverez toutes les contributions disponibles en accès libre sur <https://reponses.entendrelafrance.fr>. Cette plateforme et l'ensemble des travaux (rapport et synthèses) ne sont qu'une exploitation des avis collectés par Entendre La France. L'association met ces contributions à disposition de n'importe quel individu ou organisation qui souhaiterait les exploiter pour en tirer d'autres enseignements.

« Je me réjouis de l'initiative citoyenne de l'association Entendre la France qui permet de participer au Grand Débat depuis son smartphone via les réseaux sociaux. Face à l'enjeu démocratique majeur qu'est l'engagement des jeunes, cette initiative utilisant les technologies d'aujourd'hui contribue à réinventer la démocratie participative. C'est salubre, c'est même indispensable. »

Emmanuelle Wargon, secrétaire d'état auprès du ministre de la transition écologique et solidaire, animatrice du grand débat



Entendre La France : les conclusions

Réconcilier les citoyens avec l'Etat, ses dirigeants et ses élus grâce à une simplification, plus de transparence et une démocratie plus participative

Les répondants expriment une défiance vis-à-vis de l'Etat et des services publics. Ils dénoncent leur incompétence et leur inefficacité, leur lenteur administrative ainsi que leurs coûts. 73% pensent qu'il y a trop d'échelons administratifs et 85% considèrent que le fonctionnement et la formation des agents publics sont à revoir. Autre exemple : 59% pensent que les dépenses de l'Etat sont les dépenses publiques à réduire en priorité (devant les dépenses sociales choisies par 13% des répondants).

Les solutions plébiscitées passent par une simplification de l'organisation de l'Etat et des services publics (36% des réponses), plus de décentralisation (16% des réponses) et une meilleure accessibilité via plus de proximité, de digitalisation, des horaires adaptés, etc.

Cette défiance s'exprime également envers la classe politique. Comme un symbole, les salaires et les avantages de celle-ci sont remis en question dans de nombreuses contributions (premier thème, cité dans 28% des contributions libres sur l'impôt et la dépense publique). 76% sont en faveur de la réduction du nombre de parlementaires.

Puisqu'ils n'ont pas confiance, les répondants demandent plus de transparence, de pédagogie et d'information (en particulier sur les impôts) et sont très largement en faveur d'une démocratie plus participative. Les mesures qu'ils plébiscitent vont dans ce sens : 90% sont pour la prise en compte du vote blanc, ~4/5 sont pour le recours plus fréquent aux référendums locaux et nationaux, ~2/3 sont pour le tirage au sort de citoyens non élus pour les associer à la décision publique.

Faire de la transition écologique la priorité nationale

A l'heure où les marches pour le climat ont mobilisé des milliers de jeunes, le sujet de la transition écologique ressort également auprès de nos répondants. Dans l'ensemble ils considèrent être déjà acteurs de la transition écologique et optimistes quant à leur capacité à contribuer à la protection de l'environnement.

Pour autant, ils attendent de l'Etat qu'il aide les citoyens dans cette transition au quotidien. Parmi les incitations le plus souvent évoquées : 35% citent spontanément les aides financières, 23% un meilleur accès à l'information, et une meilleure éducation autour des enjeux et solutions. 15% citent des meilleurs transports en commun.

Il est aussi attendu de l'Etat qu'il mette en oeuvre une politique publique forte en appliquant le principe "pollueur payeur" (22% des contributions libres sur le thème), en faisant de la transition écologique une priorité (16% des réponses) et en instaurant des lois plus contraignantes (11% des réponses).

Les répondants sont plus partagés sur le financement de cette transition : 64% pensent qu'elle doit être financée par le budget général de l'Etat et par une fiscalité écologique, 21% par le budget général de l'Etat uniquement et 14% via la seule fiscalité écologique.



Garantir une justice sociale et plus de solidarité

Les répondants dénoncent l'injustice sociale. S'agissant de l'impôt, la lutte contre la fraude, l'évasion et l'optimisation fiscale est largement soutenue (26% des contributions libres pour rendre la fiscalité plus juste). L'idée de taxer les riches et les grosses sociétés revient aussi fréquemment (15% des réponses). Cette notion de justice englobe les plus riches et les plus démunis, puisque les idées d'impôt symbolique pour tous (20% des réponses) et de taux d'imposition égal pour tous (9% des réponses) sont également fréquemment citées. Ils dénoncent également l'injustice sociale que représente l'accès inégal aux services publics de santé dans certains territoires.

Il ressort des contributions un problème autour du "Vivre ensemble". Les répondants constatent le plus de discriminations sur le racisme et les discriminations religieuses (50% des réponses), le sexisme (43% des réponses) et la LGBTphobie (27% des réponses). Autre exemple, 72% des répondants pensent que l'application de la laïcité est à améliorer ou modifier profondément. Pour beaucoup, la clé pour cette meilleure société passe par plus d'éducation, de dialogue et de tolérance (solution pour renforcer la laïcité la plus citée, 29% des réponses).

Sur le sujet de l'immigration également, beaucoup de répondants prônent une société plus inclusive. 35% citent spontanément qu'il faut faire plus d'efforts d'accueil. A noter toutefois que beaucoup considèrent la politique migratoire non satisfaisante et certaines voix s'opposent strictement aux migrations.

Retrouvez une analyse plus détaillée de ces résultats dans le rapport complet en suivant ce lien : <https://www.entendrelafrance.fr/restitution>